

RCS : CRETEIL
Code greffe : 9401

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de CRETEIL atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2013 B 03551
Numéro SIREN : 433 975 224
Nom ou dénomination : BPIFRANCE INVESTISSEMENT

Ce dépôt a été enregistré le 07/06/2018 sous le numéro de dépôt 5822

BPI FRANCE INVESTISSEMENT

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2017)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

A l'associé unique
BPI FRANCE INVESTISSEMENT
27-31 Avenue du Général Leclerc
94710 MAISON ALFORT

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BPI FRANCE INVESTISSEMENT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, Fax: +33 (0)1 56 57 58 60, www.pwc.fr

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly- sur- Seine, le 3 mai 2018

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit



Lionel Lepetit

ACTIF

(en K€)

	Notes	31/12/2017			31/12/2016
		Brut	Amort et dépréciations	Net	Net
Capital souscrit non appelé		0		0	0
Immobilisations incorporelles :	1	23 465	13 985	9 480	8 055
Fonds commercial		610	610	0	0
Immobilisations incorporelles		22 824	13 375	9 450	8 055
Immobilisations incorporelles en cours		31		31	0
Autres immobilisations corporelles	1	7 545	2 714	4 831	4 629
Immobilisations financières :	2	3 242	194	3 047	2 787
Participations		426		426	427
Autre titres immobilisés		1 480	194	1 286	1 024
Prêts	3	9		9	9
Autres immobilisations financières	3	1 326		1 326	1 326
ACTIF IMMOBILISE		34 252	16 893	17 359	15 471
Avances et acomptes versés sur commandes		86		86	83
Créances clients et comptes rattachés	3-4	12 374	42	12 332	11 617
Autres créances	3-4	3 279		3 279	1 097
Valeurs mobilières de placement	5	81 519	83	81 436	82 280
Disponibilités	5	993		993	5 194
Charges constatées d'avance		901		901	599
ACTIF CIRCULANT		99 151	125	99 026	100 872
TOTAL GENERAL		133 403	17 017	116 385	116 342

PASSIF

(en K€)

	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Capital social (dont versé 20 000)		20 000	20 000
Réserve légale		2 000	1 300
Reserve statutaire		2	2
Autres réserves		2 501	2 501
Report à nouveau		17 575	17 575
Résultat		13 274	17 270
Provisions réglementées		399	178
CAPITAUX PROPRES	8-9	55 752	58 826
Provisions pour risques et charges	10	11 211	9 744
Emprunts et dettes financières	6	3	3
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6-7	11 881	8 322
Dettes fiscales et sociales	6-7	33 764	32 190
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6-7	329	567
Autres dettes	6-7	3 446	6 516
Produits constatés d'avance			173
TOTAL GENERAL		116 385	116 342

COMPTE DE RESULTAT

(en K€)

	Notes	31/12/2017	31/12/2016
PRODUITS D'EXPLOITATION	11	155 293	152 453
Honoraires de gestion des fonds		114 802	108 016
Prestations de services		39 246	41 518
Reprises sur provisions, transfert de charges		339	2 842
Autres produits		906	77
CHARGES D'EXPLOITATION	12	133 449	123 556
Autres achats et charges externes		46 631	40 327
Impôts, taxes et versements assimilés		9 336	9 032
Salaires et traitements		45 311	44 049
Charges sociales		24 225	23 816
Dotations aux amortissements		6 108	4 649
Dotations aux provisions d'exploitation		1 834	1 658
Autres charges de gestion courante		4	25
RESULTAT D'EXPLOITATION		21 843	28 897
PRODUITS FINANCIERS		1 305	111
Produits de cession des VMP		9	0
Gain de change		4	4
Autres produits financiers dont dividendes		993	
Reprises provisions sur immo financières		298	106
CHARGES FINANCIERES		181	260
Moins values sur cession de VMP		73	0
Provdépéciation des VMP		80	3
Dotations aux provisions sur immo financières		3	126
Autres charges financières		20	127
Perte de change		5	5
RESULTAT FINANCIER	13	1 124	-149
RESULTAT COURANT		22 967	28 747
PRODUITS EXCEPTIONNELS		14	28
CHARGES EXCEPTIONNELLES		584	219
RESULTAT EXCEPTIONNEL	14	-570	-191
PARTICIPATION DES SALARIES		2 527	2 613
IMPOTS SUR LES BENEFICES	15	6 596	8 673
RESULTAT NET		13 274	17 270

1 – 1 FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Il n'y a pas de faits significatifs sur l'exercice. La société de gestion a poursuivi son activité en lien notamment avec les nouveaux fonds créés au cours de 2017.

1 - 2 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement significatif de nature à avoir un impact sur les comptes n'est intervenu postérieurement à la clôture des comptes.

1 – 3 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1-3-1 REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes annuels de Bpifrance Investissement sont établis et présentés conformément au règlement ANC N°2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

1-3-2 METHODES ET REGLES D'EVALUATION

Autres immobilisations incorporelles

Les autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évaluées à leur coût d'acquisition. Les éléments incorporels sont amortis de façon linéaire sur la durée de leur utilisation par l'entreprise, à savoir :

- Licences : 1 à 10 ans
- Logiciels : 1 à 3 ans

Des amortissements dérogatoires résultant de l'application du Code Général des Impôts ont été pratiqués pour la première fois sur les logiciels mis en service en 2016. Ils sont enregistrés dans la rubrique dotations/reprises des amortissements dérogatoires du compte de résultat (résultat exceptionnel).

Immobilisations corporelles

Le coût d'acquisition d'une immobilisation corporelle acquise séparément est constitué de :

- son prix d'achat, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlements,
- tous les coûts directement attribuables à engager pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner,
- l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elle est située, en contrepartie de l'obligation encourue.

Et par option :

- les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition,
- les coûts d'emprunts pour financer l'acquisition, pendant la période de production de cet actif.

Les éléments principaux d'immobilisations corporelles qui ont des utilisations différentes, qui procurent des avantages économiques selon des rythmes différents, ou, qui doivent faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, sont comptabilisés séparément et font l'objet d'un plan d'amortissement propre.

Les éléments d'actif, nets de la valeur résiduelle, font l'objet de plans d'amortissement déterminés en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus, à compter de la date de mise en service de l'actif. Les plans d'amortissement n'ont pas été modifiés au cours de l'exercice.

Les méthodes comptables retenues et les durées d'amortissements retenues ont été les suivantes :

- Installations générales, agencements et aménagements divers : 6 à 10 ans, linéaire
- Matériel de bureau et informatique : 1 à 5 ans, linéaire et dégressif
- Mobilier : 10 ans, linéaire

Immobilisations financières

Les titres de participations sont inscrits au bilan à leur valeur d'acquisition ou d'apport. Une dépréciation est constituée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur d'utilité est inférieure au coût d'acquisition.

Les parts souscrites de FPCI (Fonds Professionnel de Capital Investissement) sont comptabilisées à l'actif pour leurs montants totaux de souscription, la part non libérée de ces titres figure au passif en dettes sur immobilisations.

Créances

Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale. Elles ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent à l'actif à leur valeur d'acquisition, hors frais d'acquisition. Les dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Provisions

Les provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements, en cours ou survenus, rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

Le montant des provisions retraite et médaille du travail sont déterminées à la clôture de l'exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel, de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite ou à la date d'acquisition de la médaille. Le calcul repose sur une méthode actuarielle intégrant des hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ et de rentabilité des placements à long terme à la date de clôture.

ACTIF IMMOBILISE**NOTE 1 - TABLEAU DES IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS**

En K€	Valeur brute au 31/12/2016	Acquisitions	Cessions / Sorties	Valeur brute au 31/12/2017
<u>Immobilisations incorporelles</u>	16 759	6 706		23 465
Fonds commercial (*)	610			610
Autres postes d'immobilisations incorporelles (**)	16 149	6 706		22 855
<u>Immobilisations corporelles</u>	6 515	1 030		7 545
Installations g ^{ales} , agencements, aménagements	3 073	541		3 613
Matériel de bureau et informatique	929	217		1 146
Mobilier	2 513	272		2 786

(*) Le fonds commercial, issu de la fusion avec Bpifrance Investissement Régions, avait été amorti sur 5 ans à compter du 1er janvier 2005.

(**) L'augmentation du poste autres immobilisations incorporelles correspond à l'acquisition de logiciels au cours de l'exercice.

AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS

En K€	Montant en début d'exercice	Amortissement		Montant en fin d'exercice
		Augmentat°	Diminution	
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
Fonds commercial	610			610
Autres postes d'immobilisations incorporelles	8 094	5 280		13 375
<u>Immobilisations corporelles</u>	1 886			2 714
Installations générales, agencements, aménagements	525	390		915
Matériel de bureau et informatique	699	168		866
Mobilier	662	271		933

Le montant cumulé des amortissements dérogatoires s'élève à 399 K€

NOTE 2 - IMMOBILISATIONS FINANCIERES

En K€	Valeur brute au 31/12/2016	Acquisitions	Cessions / Sorties	Valeur brute au 31/12/2017
<u>Immobilisations financières</u>	3 277	5	40	3 242
Participations	432		6	426
Autres titres immobilisés	1 509	5	34	1 480
Prêts et autres immobilisations financières (*)	1 336		0	1 336

(*) Les prêts et autres immobilisations financières concernent essentiellement des dépôts de garantie versés

Provisions sur immobilisations financières

En K€	31/12/2016	Dotations	Reprises	31/12/2017
Participations	5		5	0
Autres titres Immobilisés (FPCI)	485	3	294	194
Total	490	3	298	194

Analyse de la variation des participations

En K€	31/12/2016	Acquisitions / Augmentat°	Cessions / diminutions	31/12/2017
CDG	426			426
MODE ET FINANCE	6		6	
TOTAL	432		6	426

Analyse de la variation des autres titres immobilisés

En K€	31/12/2016	Acquisitions / Augmentat°	Cessions / diminutions	31/12/2017
TOTAL FPCI	1 509	5	34	1 480
TOTAL	1 509	5	34	1 480

CREANCES ET DETTESNOTE 3 - ETAT DES CREANCES

En K€	Montant brut au 31/12/2017	Dont échéances à moins d'1 an	Dont échéances à plus d'1 an
<u>Créances de l'actif immobilisé</u>			
Prêts	9		9
Autres	1 326		1 326
<u>Créances de l'actif circulant</u>			
Clients et comptes rattachés	12 374	12 374	
Autres créances	3 279	3 279	
Charges constatées d'avances	901	901	
Total	17 889	16 553	1 336
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice	0		

NOTE 4 - ETAT DES PRODUITS A RECEVOIR

En K€	Montant
Clients : factures à établir	10 199
Tva sur factures non parvenues	556
Tva sur avoirs à établir	267
Etat : produit à recevoir CVAE	23
Total	11 045

Le poste des factures à établir concerne essentiellement les commissions variables à facturer à certains fonds (6,4 M€), le complément de commission de gestion à facturer au Fonds ETI 2020 (1.7 M€) et les prestations fonctions transversales à facturer à Bpifrance Financement (1.8 M€).

NOTE 5 – VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT ET DISPONIBILITES

Le poste des valeurs mobilières de placement, qui s'élève à 81,5M€, est constitué de Sicav monétaires. Depuis le 1^{er} mai 2016, les établissements bancaires répercutant les taux d'intérêts négatifs de la BCE sur les comptes de leurs clients, il a été décidé de placer les disponibilités en Sicav. A la clôture de l'exercice, la valeur liquidative des Sicav étant inférieure à leur valeur d'acquisition, il a été constaté une dépréciation de 83 K€.

Les disponibilités sont des comptes bancaires à vue ouverts auprès d'établissements bancaires.

NOTE 6 - ETAT DES DETTES

En K€	Montant brut au 31/12/2017	Dont échéances à moins d'1 an	Dont échéances entre 1 et 5 ans	Dont échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers (*)	3			3
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 881	11 881		
Dettes fiscales et sociales	33 764	33 764		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	329	49	230	49
Autres dettes	3 446	3 446		
Total	49 423	49 140	230	53
(*) emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) emprunts remboursés sur l'exercice				

NOTE 7 - ETAT DES CHARGES A PAYER

En K€	Montant
Fournisseurs factures non parvenues	11 633
Congés payés	61
Participation des salariés aux résultats	2 527
Personnel : charges à payer	15 695
Don RTT	15
Charges sur congés payés	31
Organismes sociaux : charges à payer	7 730
TVA sur factures à établir	348
Etat : autres charges à payer	1 916
Clients : avoirs à établir	1 601
Charges à payer	6
Total	41 564

CAPITAUX PROPRES**NOTE 8 - CAPITAUX PROPRES**

En K€	31/12/2016	Affectat° résultat N-1	Augmentat° sur Exercice	Solde au 31/12/2017
Capital social	20 000		-	20 000
Réserve légale	1 300	700		2 000
Réserve statutaire	2			2
Réserves diverses	2 501			2 501
Report à nouveau	17 575			17 575
Provisions réglementées (1)	178		221	399
Résultat de l'exercice	17 270	-17 270	13 274	13 274
Résultat distribué		16 570		
TOTAL	58 826	0	13 495	55 752

(1) Dotation aux amortissements dérogatoires des logiciels ; se reporter à la section 1.3 Principes et méthodes comptables.

NOTE 9 - COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

	Nombre	Valeur nominale (en €)
Titres composant le capital social au début de l'exercice	2 000 000	10
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	2 000 000	10

Aux termes d'une décision en date du 19/04/2017, la société Bpifrance Participations, en sa qualité d'actionnaire unique de la société CDCE-1, a décidé la dissolution sans liquidation de CDCE-1. A l'issue de cette TUP, le capital social de Bpifrance Investissement est intégralement détenu par la société Bpifrance Participations (27-31 avenue du Général Leclerc – 94700 Maisons Alfort).

PROVISIONS**NOTE 10 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**

En K€	Provisions au début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges (**)	1 450	608			2 058
Pensions et obligations similaires (*)	7 292	753			8 044
Autres provisions pour risques et charges (**)	1 002	445	339		1 109
Total	9 744	1 806	339	0	11 211

(*) Concerne les indemnités de fin de carrière et les médailles du travail

(**) Les litiges et autres provisions pour risques et charges concernent les ressources humaines.

COMPTE DE RESULTAT**NOTE 11 - PRODUITS D'EXPLOITATION**

En K€	31/12/2017	31/12/2016
Production vendue de services (CA)	154 048	149 534
Commissions de gestion	114 802	108 016
Autres produits d'exploitation	39 246	41 518
Reprises sur provisions, transfert de charges	339	2 842
Autres produits	906	77
Total produits d'exploitation	155 293	152 453

NOTE 12 - CHARGES D'EXPLOITATION

En K€	31/12/2017	31/12/2016
Autres achats et charges externes	46 631	40 327
Achats de fournitures et petit équipement	574	480
Loyers et charges	7 869	7 911
Honoraires	14 496	9 475
Communication	4 370	4 097
Voyages et déplacements	2 173	1 807
Personnel intérimaire ; personnel détaché	853	1 661
Personnel mis à disposition (groupe)	6 594	5 436
Maintenance informatique	3 463	2 855
Charges diverses	6 239	6 605
Charges de personnel	69 536	67 865
Salaires et traitements	45 311	44 049
Charges sociales	24 225	23 816
Impôts et taxes	9 336	9 032
Autres charges de gestion courante	4	25
Dotations aux amortissements	6 108	4 649
Dotations aux provisions d'exploitation	1 834	1 658
Total charges d'exploitation	133 449	123 556

La variation des charges d'exploitation 2017 est essentiellement liée au lancement de l'activité « accompagnement ».

NOTE 13 - RESULTAT FINANCIER

En K€	31/12/2017	31/12/2016
Produits financiers	1 305	111
Produits de cessions des VMP	9	0
Gains de change	4	4
Reprises provisions sur immo financières	298	106
Dividendes	993	
Charges financières	181	260
Moins values sur cession de VMP	73	0
Dotations aux provisions dépréciation Sicav	80	3
Intérêts financiers	20	127
Pertes de change	5	5
Dotations aux provisions sur immo financières	3	126
Résultat financier	1 124	-149

La variation des produits financiers s'explique principalement par l'encaissement d'un dividende de la société Consolidation et Développement Gestion pour 993 K€

NOTE 14 - RESULTAT EXCEPTIONNEL

En K€	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels	14	28
Produits exceptionnels divers	14	28
Charges exceptionnelles	584	219
Dotation amortissements dérogatoires	221	178
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	340	1
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	23	40
Résultat exceptionnel	-570	-191

Les autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion concernent la régularisation de la quote-part déductible définitive de TVA.

NOTE 15 - VENTILATION DE L'IMPOT

En K€	Résultat avant impôt	Impôt correspondant	Résultat après impôt
+ Résultat courant	22 967	6 791	16 176
+ Résultat exceptionnel	-570	-196	-766
- Participation des salariés	2 527		2 527
Résultat comptable	19 870	6 596	13 274

Situation fiscale

Bpifrance Investissement fait partie d'un groupe d'intégration fiscale autour de Bpifrance SA comprenant Bpifrance Assurance Export et Bpifrance Participations.

Bpifrance Investissement calcule individuellement son impôt sur les sociétés et l'acquitte auprès de Bpifrance SA.

AUTRES INFORMATIONS

EFFECTIF

L'effectif moyen du personnel s'établit à 382 salariés en 2017, dont 99.7 % de cadres.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Bpifrance Investissement s'est porté caution, à hauteur de 161 073 €, pour des prêts accordés par la Caisse des dépôts à des salariés.

Dans le cadre de la TUP de BIOAM Gestion réalisée le 1er juillet 2010, Bpifrance Investissement a repris l'engagement de verser, s'il y avait une distribution sur les parts B du fonds Bioam, 50% de la somme perçue.

IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE :

Dénomination : Bpifrance SA

Forme : Société Anonyme

Au capital de 20 981 406 140 €

Adresse du siège social : 27/31 avenue du Général Leclerc 94710 Maisons Alfort

RCS : 507 523 678

Les états financiers consolidés sont disponibles sur le site www.bpifrance.fr

ELEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES ET PARTIES LIEES

Aucun engagement financier n'est consenti à l'égard des entreprises liées.

Les opérations avec les parties liées sont négociées à des conditions de marché.

REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION

Aucun jeton de présence n'a été versé aux administrateurs.

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et participations (en K€)	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation du résultat	Quote-part du capital détenu en pourcentage	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfices ou pertes du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Date de clôture ou d'arrêt intermédiaire des comptes sociaux
				Brute	Nette						
A - Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations représentant au moins 1% du capital de la société											
- Participations dans des sociétés françaises dont 10 à 50% du capital est détenu par la société Consolidation et Développement Gestion 59 rue de la Boétie 75008 Paris - Siren : 517624979	1 287	780	33,10%	426	426			7 911	2 407		31/12/16
B - Renseignements globaux concernant les filiales et les participations représentant moins de 1% du capital de la société											
- Filiales françaises											
- Filiales étrangères											
- Participations dans les sociétés françaises											
- Participations dans les sociétés étrangères											

RESULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES

	2013	2014	2015	2016	2017
I - Capital en fin d'exercice (en €)					
- Capital social	4 709 520	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000
- Nombre d'actions ordinaires	442 000	1 971 048	2 000 000	2 000 000	2 000 000
- Nombre d'actions à dividende prioritaire	28 952	28 952			
II - Opérations et résultats de l'exercice (en €)					
- Chiffre d'affaires hors taxes	60 484 302	112 705 623	132 668 350	149 533 681	154 047 981
- Résultat avant impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	8 283 462	21 924 124	24 498 466	32 207 273	30 221 523
- Impôt sur les bénéfices	2 163 283	4 770 754	6 405 140	8 673 289	6 595 866
- Participation des salariés	563 826	2 031 433	2 307 781	2 613 403	2 526 815
- Résultat après impôts, participation avant dotations aux amortissements et provisions	5 556 353	15 121 937	15 785 545	20 920 581	21 098 842
- Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	4 206 241	8 556 580	8 032 521	17 269 910	13 274 334
- Résultat distribué	841 634			16 570 317	
III - Résultats par action (en €)					
- Résultat après impôts, participation avant dotations aux amortissements et provisions	12	8	8	10	11
- Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	9	4	4	9	7
- Dividende distribué	29			8	
IV - Personnel					
- Effectif salariés	129	276	349	359	401
- Montant de la masse salariale	14 394 653	33 629 468	41 604 754	67 864 967	69 536 056
- Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc.....)	8 341 994	17 777 191	22 165 786	23 815 738	24 225 454

BPIFRANCE INVESTISSEMENT
Société par actions simplifiée au capital de 20 000 000 euros
Siège Social : 27-31 avenue du Général Leclerc – 94710 Maisons Alfort
433 975 224 RCS Créteil
(la « **Société** »)

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 14 MAI 2018



PREMIERE DECISION *(Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2017)*

L'associé unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Président sur la situation et l'activité de la Société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2017 ainsi que sur les comptes dudit exercice, et du rapport du commissaire aux comptes sur l'accomplissement de sa mission au cours du même exercice, approuve les comptes dudit exercice, comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports et desquels il résulte un bénéfice de 13 274 333,91 euros.

Il prend acte que les charges non déductibles fiscalement (article 39-4 du Code général des impôts) engagées par la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'élèvent à 280 960 euros. Le montant de l'impôt correspondant supporté est de 93 653 euros.

Il donne quitus aux dirigeants et membres du Conseil d'administration pour l'exécution de leurs mandats pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

DEUXIEME DECISION *(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017)*

L'associé unique, constatant que le bénéfice s'élève à 13 274 333,91 euros, approuve la proposition du Président et décide de l'affecter comme suit :

	Euros
Bénéfice de l'exercice à répartir	13 274 333,91
Report à nouveau	17 574 802,03
Soit un solde disponible de	30 849 135,94
Dotation à la réserve légale	-
Soit un bénéfice distribuable de	30 849 135,94
Distribution d'un dividende de 5 € par action	- 10 000 000,00
Dotation aux autres réserves	-
Dotation au report à nouveau	3 274 333,91

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé que les dividendes au titre des trois derniers exercices s'établissaient ainsi :

Exercice	Nominal	Nombre d'actions	Dividende net par action
2014	10 €	2 000 000 actions	0 €
2015	10 €	2 000 000 actions	0 €
2016	10 €	2 000 000 actions	8,28 €